

FÉDÉRATION DE LA MÉTALLURGIE

DOSSIER

**Assises
de l'industrie
de l'énergie
électrique**

COMPTE RENDU DES TRAVAUX
9 JUIN 2021



NOUS SOMMES UN LIEN ENTRE 3 MILLIONS D'ADHÉRENTS.



Plus que jamais, nos équipes continuent de
se mobiliser pour vous, afin de tisser un
lien toujours plus solide.

aesio.fr



Santé • Prévoyance • Épargne • Retraite • Auto • Habitation

AÉSIO mutuelle, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du code de la mutualité, immatriculée sous le n° 775 627 391 dont le siège social est 4 rue du Général Foy 75008 PARIS. Crédit photo Alexis Raimbault. Document non contractuel à caractère publicitaire. 21-005-015

 **AÉSIO
MUTUELLE**

DÉCIDONS ENSEMBLE DE VIVRE MIEUX



© FTM-CGT

Frédéric SANCHEZ

Secrétaire général
de la Fédération
de la Métallurgie

Bonjour et merci de votre présence à cette rencontre des syndicats de la filière industrielle Energie électrique. Votre participation massive démontre un besoin d'échanger, de construire une vision et des convergences malgré la situation sanitaire et les difficultés dans vos entreprises de la filière stratégique.

La présence des camarades de la Fédération de l'énergie FNME et du Secrétaire Général de la CGT montre l'intérêt de notre initiative. Il est reconnu que les questions énergétiques et de l'industrie sont et seront au cœur des enjeux économiques, sociaux et

environnementaux. Les choix que nous faisons impacteront les emplois et la vie de millions de personnes sur plusieurs générations.

La réduction à zéro de nos consommations d'énergie fossile, comme le pétrole (70% de l'énergie consommée en France) afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, tout en réindustrialisant, avec une relocalisation des productions sur le territoire, nécessitera une augmentation de la production d'énergie électrique d'au moins 30%, comme l'indiquent les trajectoires de la stratégie nationale bas carbone (SNBC).

Combattre le réchauffement climatique impose une transition énergétique mettant l'électricité au centre des besoins futurs. Nous avons l'obligation d'aller vers une économie mondiale moins carbonée, réduisant les émissions de gaz à effet de serre, et plus économe en matières premières.

La filière industrielle de l'énergie électrique est la troisième sur le territoire hexagonal, employant plus de 250 000 salariés, dont près de 80 000 dans la seule partie manufacturière.

Le tissu entrepreneurial est composé de 2 800 entreprises, dont 80% sont des PME

et TPE, souvent entreprises sous-traitantes, fournisseurs et prestataires. Autre caractéristique : cette filière est composée d'emplois très qualifiés, avec une proportion importante d'ingénieurs, d'un haut niveau de recherche et des laboratoires aux compétences internationalement reconnues.

On y trouve des multinationales implantées en France, comme General Electric, Framatome, ArcelorMittal, Vallourec, Aubert & Duval, Siemens, Schneider Electric, Rolls-Royce, Man Diesel, Jeumont Electric, Nexans, Prysmian, etc.

La situation atypique de la France dans le domaine énergétique tient à son histoire. Notre mix, adossé au nucléaire, est associé aux énergies renouvelables. Il nous permet d'avoir une électricité à 94% bas carbone et un prix de l'électricité des plus faibles de l'Europe occidentale. Nous disposons aujourd'hui de compétences et de capacités en ingénierie et en production dans l'ensemble des domaines du mix énergétique.

Cette filière est depuis des années fragilisée par des plans de restructurations et un manque de vision stratégique

industrielle de la part du Gouvernement.

Dans l'Hydraulique, énergie renouvelable par excellence, la France était reconnue dans le monde entier pour ses compétences. Or nos capacités se sont limitées au fur et à mesure des restructurations et des délocalisations, nous mettant en situation de dépendance vis-à-vis d'autres pays, et nous place dans l'incertitude sur sa pérennité sur notre territoire.

Dans le Nucléaire, depuis 15 ans, pas un seul chantier n'a été lancé, hormis le prototype de l'EPR qui rencontre de sérieuses difficultés dans sa réalisation, en raison de pertes de compétences et de capacités industrielles. Plusieurs années de moratoire et de suppressions d'emplois ont totalement déstructuré nos collectifs de travail.

Les activités dans les réseaux électriques, les turbines vapeur, les chaudières industrielles, les turbines à gaz, les alternateurs, les fonderies ou le câblage sont sans perspective et dans une situation de fragilisation dangereuse.

La filière éolienne, malgré les 150 milliards d'euros d'aides publiques au développement de l'Industrie, est à la peine. Seulement quelques établissements

d'assemblage et d'intégration ont vu le jour dans l'éolien « offshore » chez GE ou Siemens, en important l'essentiel des composants.

N'oublions pas le Solaire, qui était promis il y a encore quelques années à un avenir radieux. La France ne dispose désormais que d'une seule entreprise présente sur son territoire.

Cette situation montre qu'il ne suffit pas de financer des activités, à coup de milliards d'aides publiques, pour gagner, sur le long terme, une maîtrise technologique des compétences et des savoir-faire.

Un vaste « Monopoly » est engagé avec la complicité du Gouvernement.

Aujourd'hui l'actualité sociale et économique fait que la filiale de Vallourec, Valinox Nucléaire est rachetée par Framatome, avec 100 suppressions d'emplois à la clé ; ArcelorMittal veut vendre sa filiale Industeel ; Schneider Electric ferme deux sites dans le domaine des transformateurs basse tension ; Nexans vend, se restructure et se concentre dans le domaine de l'électrification à l'international en désinvestissant en France et en Europe ; Framatome a racheté Rolls Royce Nuclear près de Grenoble et

le groupe Eramet veut vendre les activités de sa filiale Aubert & Duval.

Depuis le rachat de la branche énergie d'Alstom en 2014, les salariés de General Electric sont confrontés à une stratégie de restructuration incessante qui tend à segmenter les différentes spécialités en petites entités étanches et mono-activité (éolien, nucléaire, gaz, charbon, hydraulique...), à supprimer progressivement les emplois français (7 000 à ce jour) en délocalisant les activités de fabrication et d'ingénierie vers l'Asie et les USA. C'est le démantèlement complet de l'ex-branche énergie d'Alstom avec 53% d'emplois disparus en Europe, dont 38% sur le seul bassin d'emplois de Belfort.

Dans le domaine des turbines Steam c'est encore 400 emplois de supprimés

à Belfort et une vente de l'activité turbine nucléaire Arabelle avec une participation de Framatome et d'EDF.

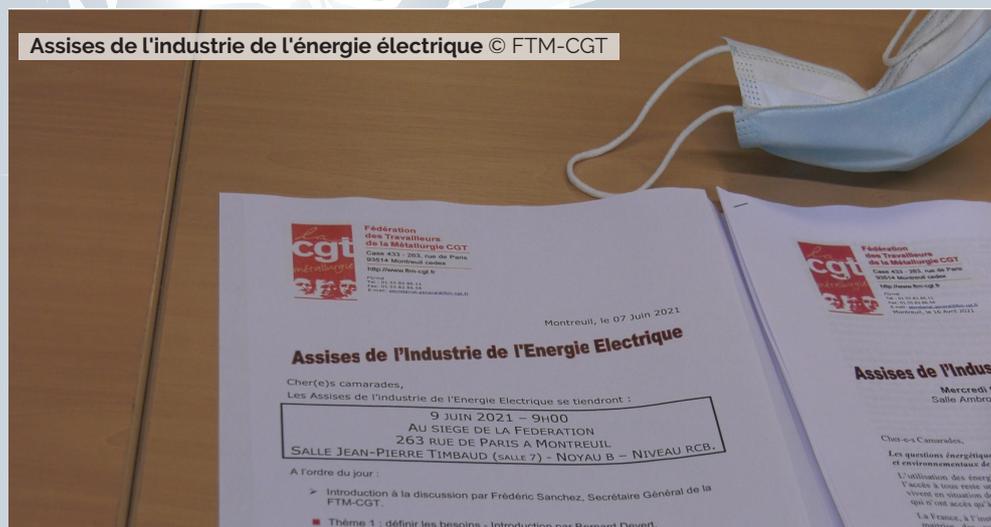
Depuis plusieurs mois, la CGT, avec les salariés, développe des actions contre les plans successifs de suppressions d'emplois : turbines à gaz à Belfort, Grid à Villeurbanne, St Priest et Aix-les-Bains, Hydro à Grenoble et Belfort. A chaque fois la CGT alerte sur la perte de compétences, de savoir-faire qu'engendrent les plans de suppressions d'emplois et les délocalisations, avec l'incapacité, à terme, de répondre aux besoins futurs pour la transition énergétique.

Le travail est malade, mettant la plupart des salariés en situation d'incertitude face à la multiplication des restructurations depuis 15 ans, à la mise en vente de leur entreprise, aux délocalisations et à l'absence de

reconnaissance de leur travail et qualification. Démotivation, démission, sensation d'être dans une machine à broyer, émiettant les tâches : il y a un malaise profond, avec un véritable danger de dégradation des collectifs de travail qui risquent de faire défaut pour développer des projets.

Malgré cette situation inquiétante, bon nombre de salariés sont attachés à leur travail, à leur métier, à leur entreprise, et cela s'exprime dans des mobilisations qui se font jour, sur l'emploi, la pérennité de l'activité, les salaires, les garanties collectives, le maintien de leurs acquis. La colère domine et s'exprime plus fortement dans les mobilisations.

Le devenir de la filière passe par les mobilisations des salariés et une CGT qui apporte analyses et propositions. La convergence revendicative et l'action



collective sont à l'ordre du jour. De ce point de vue la mobilisation des salariés d'EDF qui, avec leur syndicat, refusent depuis des mois le démantèlement et la privatisation est un point d'appui pour redonner une cohérence à l'ensemble de la filière énergie pour un mix énergétique, une reconquête de la filière industrielle et un secteur public.

Le 22 juin, ils monteront à Paris et la FTM propose que les syndicats de la Métallurgie s'y associent également.

Ces assises se veulent être un tremplin pour construire une mobilisation des salariés, en convergence, à partir des entreprises et des

propositions alternatives débattues avec les salariés.

La FTM-CGT soutient, dans le cadre d'un mix énergétique, le lancement de programmes industriels innovants avec notamment :

- le lancement d'une nouvelle turbine hydraulique (pour les barrages) ;
- le développement d'une véritable filière éolienne en France ;
- le renouvellement du parc nucléaire, avec le lancement de nouvelles tranches d'EPR 2 ;
- le maintien de la production Arabelle et son développement en France ;
- l'étude et la production d'une petite turbine à gaz

pour les champs éoliens ;

- la mise en place d'un réseau Grid plus efficient et modernisé ;
- la reprise de la recherche et du pré-développement de réacteurs nucléaires de la 4^e génération ;
- un plan de développement et de reconquête des capacités de production, avec investissements, embauches et formations ;
- la mise en place d'un GIE de la filière pour une mutualisation des capacités et atouts des différentes entreprises.

Pour cela il est urgent d'arrêter l'hémorragie de l'emploi par un moratoire sur l'ensemble de la filière.

Nous avons l'ambition d'ancrer cette

bataille dans la durée. Il s'est tenu une rencontre des syndicats avec les structures CGT sur le territoire de Belfort. La perspective d'une telle initiative est dans « *les tuyaux* » au Creusot, ainsi que dans d'autres territoires.

Vous aurez compris que nous avons besoin de partager les réalités que vivent les salariés, d'élaborer des propositions avec eux et de bâtir un rapport de forces pour se faire entendre et, surtout, revendiquer d'autres choix que la financiarisation de l'Industrie.

DISCUSSION

Bernard DEVERT,
retraité

La filière électrique est à la croisée des chemins. Les multinationales ne veulent plus y investir car cela demande des sommes colossales mais, dans le même temps, le Gouvernement, par le biais d'EDF et Framatome, rachète toutes les activités liées au nucléaire (Rolls-Royce Grenoble, Valinox...). De son côté, Eramet veut se séparer de ses activités de forgerie (Aubert &

Duval), alors qu'à cause de la dégradation des compétences et des collectifs de travail, cette société est incapable de fournir des turbines dans les délais, ce qui a conduit la direction de General Electric à annoncer que si cela continuait, il ne serait plus possible d'assembler correctement des turbines à gaz à Belfort, et nos camarades de GE Gaz sont confrontés à ce gâchis énorme.

Nous avons l'impression que nous sommes entrés dans une

phase de découpage et de repositionnement sur des critères de compétitivité et de profit à court terme alors que cette industrie a besoin d'investissements massifs, de recrutements et de formations. Nous avons donc besoin d'en discuter car il n'y aura pas d'avenir pour cette filière sans reconquête sociale, économique et industrielle.

L'enjeu qui pèse sur EDF est lui aussi important parce que si cette entreprise

est scindée et qu'une partie en est privatisée, l'impact sur les capacités industrielles se fera ressentir fortement, d'autant plus que l'on peut s'interroger sur la stratégie du Gouvernement visant à privilégier l'export. Quant à la formation, elle est surtout tournée vers les commerciaux ou l'ingénierie à l'étranger mais rien n'est fait pour les capacités de production. Nous avons donc besoin de réfléchir à ce que nous voulons pour

cette filière sur le long terme. Nous proposons notamment la création d'un GIE qui réunirait les entreprises sur un projet de reconquête industrielle car nous avons besoin d'une industrie électrique en France.

Loïc CORNEAUD,
Schneider Electric

Pour nous, plusieurs questions se posent. La première est de savoir comment intéresser nos collègues à ce sujet. Comme ce sont des citoyens, il ne faut pas hésiter à aborder avec eux la problématique de l'énergie dans son ensemble.

Une autre question porte sur la position de la CGT en matière de sobriété énergétique. Avant de réfléchir à l'augmentation de la production, il faut en effet réfléchir à notre consommation, ce qui suppose de privilégier le fret, les transports en commun, d'améliorer l'isolation des bâtiments, etc. De manière large, la question est d'avoir une politique énergétique industrielle qui se soucie de son empreinte carbone. La CGT pourrait aussi développer la notion d'indépendance énergétique.

Schneider Electric est censé être une entreprise leader dans le domaine des automatismes électrique et, depuis une dizaine d'années, dans la gestion de l'énergie. A titre d'exemple, elle développe un produit baptisé Eco-Structure censé nous permettre

d'aller encore plus loin dans la gestion de l'énergie mais cela demande des besoins humains que nous n'avons pas, d'où une perte de sens et d'efficacité du travail.

Jean-Luc DEMEERELEERE,
Valinox Nucléaire

Notre entreprise a été rachetée par Framatome et nous sommes réellement inquiets pour le devenir de la filière car nous savons très bien que ce n'est pas en changeant de nom que cela changera quelque chose à la problématique de formation et de perte des savoirs. Nous avons des projets mais rien n'est fait pour l'emploi.

Notre direction continue à employer des intérimaires et des personnes en CDD à des postes-clés alors que beaucoup de personnes vont partir en retraite. Le problème est qu'il s'agit de personnes bien formées et qu'elle voudrait les remplacer par des soudeurs formés en une journée. Nous perdons nos savoir-faire et ne sommes pas du tout optimistes. Nous avons signalé à notre direction que nous n'avions aucune confiance en elle car nous ne voyons aucun signe d'amélioration dans notre encadrement, nos perspectives d'avenir ou nos carnets de commandes, à tel point que de plus en plus de salariés envisagent de se reconverter ou de quitter l'entreprise. Nous organiserons d'ailleurs une action le 22 juin prochain sur le site de

Montbard et devant les locaux de Framatome.

Marie-Claire CAILLETAUD,
FNME-CGT

La question énergétique est très large puisqu'elle touche aux transports, au logement, à l'aménagement du territoire, à la santé, au temps de travail, etc. A la CGT, nous disons que la réindustrialisation est bonne pour le climat. Du fait de sa désindustrialisation, l'empreinte carbone de la France représente en effet 1,7 fois ses émissions de gaz à effet de serre. Il est alors un peu facile de dire que notre pays réduit ses gaz à effet de serre s'il fait tout produire ailleurs, puis fait tout revenir en camion ou en cargo. L'industrie – avec des circuits courts et une économie plus circulaire – est donc un moyen de répondre non seulement aux besoins sociaux mais aussi aux enjeux environnementaux.

Chaque pays peut avoir un mix énergétique particulier. En France, le secteur le plus consommateur d'énergie et le plus émetteur de gaz à effet de serre est celui des transports, devant le bâtiment. L'un de vous a parlé de sobriété mais à la CGT, nous préférons parler d'efficacité énergétique car le terme « sobriété » a une connotation décroissante et qu'il y a encore en France 13 millions de précaires énergétiques. Quel que soit le terme utilisé, la question est de mieux utiliser l'énergie. La CGT se bat par exemple

pour le développement des transports collectifs et du fret ferroviaire, pour l'isolation des bâtiments, etc. Malgré cela, notre analyse nous laisse penser que nous allons avoir besoin de plus d'électricité dans notre mix, en raison des transferts d'usages (depuis les énergies carbonées vers l'énergie électrique), du dynamisme démographique de la population française et de l'arrivée massive des nouvelles technologies, qui sont extrêmement gourmandes en électricité.

Même s'il faut prendre toutes les mesures pour éviter le gaspillage, nous aurons quand même besoin d'électricité. La question de l'indépendance énergétique est donc cruciale et notre analyse est que la filière électrique jouera un rôle central dans la



Virginie NEUMAYEUR, Direction Fédérale

réindustrialisation du pays telle que nous voulons la mener, d'où l'importance d'en parler aux salariés.

Laurent ROUSSEL,
Framatome

Nous sommes dans une période particulière par rapport à ce que nous avons connu précédemment. La crise du Covid a en effet révélé que ce que la CGT dit depuis trente ans sur la désindustrialisation et nous pouvons nous féliciter d'avoir eu raison. Dans cette période, nos propositions de réindustrialisation peuvent être plus facilement entendues, mais il faut faire attention à ce qu'elles ne prennent pas une tournure trop politique. Cela nécessite aussi que nous nous organisions mieux, que nous travaillions ensemble pour faire de ces sujets des priorités revendicatives et

que nous sortions du calendrier du patronat.

A propos du groupe EDF, si les privatisations ont pu avoir le vent en poupe par le passé, je ne suis pas sûr que ce soit encore le cas aujourd'hui et je pense que nous avons là aussi des arguments à faire valoir. Il y a des choses que nous pouvons faire avancer dans la bataille des idées pour peu que nous sortions du calendrier du patronat, qui nous enferme parfois dans des réunions stériles, et que nos équipes syndicales prennent ces sujets à bras-le-corps.

Virginie NEUMAYER,
FNME-CGT

La crise du Covid a mis en évidence la désindustrialisation de notre pays, que ce soit avec le manque de masques au plus fort de la crise ou de matériels médicaux. Ce n'est là que

le sommet émergé de l'iceberg.

Pour la CGT, il est essentiel de relocaliser les productions et il y aura besoin à l'avenir de plus d'énergie, et a fortiori de plus d'électricité, pour conserver une certaine souveraineté énergétique. Or la libéralisation du marché de l'électricité mise en œuvre depuis vingt ans, qui couvre une vaste opération de pillage du service public au profit de spéculateurs privés, n'a démontré son efficacité ni sur le prix de l'électricité pour les usagers, ni sur les investissements utiles et indispensables pour l'avenir. La représentation nationale doit s'emparer du bilan de la déréglementation du secteur, comme de l'avenir de la filière électronucléaire civile.

Avec 75 % des électrons produits, la question de son maintien, comme de sa sécurité, n'est pas une affaire de spécialistes, mais une nécessité. Le nucléaire compense en partie l'absence de ressources énergétiques sur notre territoire et assure, au sein du mix pilotable bas carbone français, une production d'électricité au meilleur coût 24h/24h, 365 jours par an. Pour garantir sa pérennité, EDF doit disposer d'agents compétents, capables d'intervenir 7 jours sur 7, et d'une ingénierie robuste, mais aussi d'un tissu industriel solide.

Ce sont près de 220 000 salariés et 3 600 entreprises

qui constituent cette filière, pourvoyant des emplois qualifiés et peu délocalisables. Quant aux déchets, des solutions existent pour peu qu'on s'en donne les moyens. Or le système libéral ne veut pas investir dans le nucléaire car le retour sur investissement est long. Aujourd'hui, ce même système veut abattre EDF, opérateur public du nucléaire, entreprise héritière de l'esprit de la Libération. Et c'est pour cela que les éléments du débat doivent être posés sur la table, qu'ils concernent l'avenir service public de l'énergie ou celui du mix de production, qui est lié aux capacités industrielles qu'il faut maintenir en territoire.

Aujourd'hui, c'est toute l'Europe qui doit s'interroger sur son devenir énergétique. En cela le maintien, en France, d'un parc nucléaire efficient demeure le socle du mix énergétique à l'horizon 2050. Compte tenu de l'âge cible des réacteurs en service, construits entre les années 1970 et 2000, il convient d'engager sans tarder le renouvellement des tranches qui pourraient être appelées à fermer d'ici une quinzaine d'années, ce qui n'exclut pas de tout faire pour prolonger les tranches existantes.

La CGT alerte sur un scénario énergétique sans projet nucléaire qui condamnerait, à court terme, le parc actuel et placerait EDF en situation



virginie - Membre du Bureau de la FNME © FTM-CGT

de grande faiblesse. Ce serait aussi l'amorce d'un processus de fermetures des usines d'Orano/ Framatome et synonyme d'un plan social pour une majorité des 220 000 salariés du secteur.

Pour l'avenir énergétique de notre pays, la FNME-CGT porte un projet à la même hauteur que ce que nous avons été capable de faire en 1946, au moment de la reconstruction de la France, en plaçant sous un EPIC la filière Electricité (et Gaz) et en engageant la construction d'un premier programme palier de six à dix EPR 2 pour assurer les besoins en électricité et atteindre les objectifs climatiques de demain. La fermeture des premières tranches nucléaires (Fessenheim), la diminution des productions électriques à base d'énergies fossiles, l'augmentation des productions non pilotables (éolien et photovoltaïque), combinées à un transfert des usages vers l'électricité, sans possibilité de stocker à grande échelle les productions, amènent à un dimensionnement complexe qui doit être anticipé.

Cette simple affirmation doit être assortie d'actions pour se donner un minimum de chances pour répondre à l'objectif général, fixé par un Etat qui doit enfin devenir stratège car l'Industrie, et le Nucléaire en particulier, s'inscrivent dans des cycles d'investissement et

d'amortissement de long terme.

Pour y parvenir, le tissu industriel doit être consolidé à partir d'une cartographie et d'une planification garantissant des carnets de commandes lissés, de PME de proximité, national et européen en capacité de construire ces moyens de production avec des emplois de long terme et de qualité.

Quant aux moyens financiers, ils doivent être adaptés à une filière très « capitalistique » dans le sens où les investissements sont colossaux pour un cycle de vie extrêmement long, incompatible avec un marché hors-sol inscrit dans la logique de l'ARENH.

Un programme de long terme doit être assis sur la projection des besoins. Il ne peut se bâtir sans vision dépassant les échéances électorales. Pour l'avenir d'EDF, de Framatome, de GE et des 220 000 salariés travaillant dans la filière, il faut dépasser le rôle actuel que les gouvernements successifs se sont donnés, à savoir de simples destinataires de dividendes.

Qui dit programme dit aussi projet abouti, sûr, économique tant à construire qu'à exploiter ou maintenir. Faisant ainsi écho aux propos du président de l'ASN, il est indispensable qu'EDF demeure une entreprise saine industriellement, financièrement et socialement.

Enfin, pour contribuer à la sortie de crise, ce programme permettrait, pour chaque paire de réacteurs, de mobiliser en emploi local entre 3 000 et 7 000 salariés au plus fort du chantier pendant sept ans, sans compter les emplois induits par les fournisseurs et équipementiers.

Parmi les exigences que pose la CGT pour réaliser ce renouvellement du parc, il faut anticiper un vaste programme d'apprentissage et de recrutement, notamment sur les métiers de chaudronnerie, de contrôleur de travaux ou de projeteur. Nous exigeons comme préalable un accord sur l'employabilité locale, le taux de recrutement en proximité des sites et la coordination syndicale dédiée aux grands chantiers

Les moyens dédiés au contrôle social par les représentants du personnel doivent être renforcés pour veiller en toute complémentarité au bon déroulement des travaux, à la prévention et à l'amélioration des droits des salariés. C'est aussi un gage de transparence, donc d'acceptabilité sociale pour l'ensemble des populations.

Nous sommes à la croisée des chemins. La tendance à la procrastination des décideurs politiques, conduit à des non-décisions qui engagent l'avenir des générations futures. Compte-tenu des délais d'instruction

et de déroulement des chantiers, les premiers réacteurs pourraient être en service en 2035 pour une décision à date. Il est donc urgent de s'engager dans ce débat pour éclairer nos concitoyens, et sortir enfin la France du noir.

Depuis plusieurs mois, la FNME et ses militants se sont largement investis pour mobiliser les salariés et les élus de la Nation dans les huit mobilisations régionales organisées ces dernières semaines. Dans cette dynamique, la journée d'action du 22 juin placée sous le signe anniversaire des 75 ans d'EDF, la Grande, la Vraie, s'annonce comme une grande réussite.

A cette occasion, je vous propose d'y participer à partir de vos réalités et revendications propres. Ainsi, la convergence de nos luttes s'en trouverait renforcée, avec des perspectives dès la rentrée.

Béatrice GALICIER,
Framatome

L'urgence climatique doit être prise très au sérieux. Or les rapports du GIEC ont montré que les seuls pays ayant massivement réduit leurs émissions de gaz à effet de serre sont ceux qui ont choisi de déployer un parc de centrales nucléaires, ce que la France a été l'un des premiers pays à faire dans les années 70. Nous ne disons pas pour autant qu'il ne faille que du nucléaire ; il faut absolument



Béatrice GALICIER, Framatome © FTM-CGT

avoir plusieurs sources d'énergie.

Cette filière a été construite sur plusieurs pieds, notamment un pied industriel dont il ne reste que quelques composantes. Nous avons parlé du rachat de Valinox ou de Rolls Royce Nucléaire mais nous considérons que cela n'est pas du tout à la hauteur nécessaire pour répondre à l'enjeu du renouvellement du parc. Pour vous donner un exemple, la direction de Framatome prétend financer ses serveurs de calcul en supprimant les locaux du service d'ingénierie, ce qui ne l'a pas empêché de verser des dividendes à ses actionnaires. C'est donc bien un choix qui a été fait : celui d'obtenir d'abord un retour financier, puis de demander aux salariés d'essayer de faire de l'industrie. D'où l'importance de bien faire comprendre les enjeux aux salariés pour

leur montrer qu'il y a des débouchés.

Bernard DEVERT

Le mix énergétique de la France est atypique en Europe. Seize pays européens ont une industrie nucléaire, d'autres privilégient le gaz, et l'éolien est en échec dans beaucoup d'entre eux. Or la filière française est en voie de fragilisation. Le bilan du rachat d'Alstom Energie par GE est catastrophique, avec la suppression de 53 % des emplois sur les cinq dernières années et la crainte d'un arrêt de la fabrication de turbines à gaz à Belfort en 2024, voire avant. Belfort n'a plus de pouvoir de décision. Tout est décidé à Genève et les productions sont délocalisées en Hongrie par une direction antisyndicale et fascisante.

Que pouvons-nous faire ensemble ? Il faut d'abord faire le nécessaire pour arrêter la destruction des emplois

et des compétences, ce qui suppose d'arrêter les plans de suppression d'emploi. Nous pouvons lancer un EPR 2 mais il faut savoir que toutes les capacités industrielles se trouveront hors de France. Framatome ne sert plus qu'à racheter des entreprises et les délocalisations se poursuivent. La question est de savoir quelle cohérence donner à la filière et comment porter nos propositions, à partir des réalités de chaque entreprise. Nous venons par exemple d'apprendre que l'Autriche a commandé à GE des turbines à pas variable, un composant innovant utilisé dans les barrages hydrauliques, dont aucune ne sera produite en France.

Nous avons pour responsabilité d'essayer de faire des propositions concrètes sur ce qu'il faudrait faire en matière d'emploi, de formation, d'investissement, d'innovation, etc.

L'idée est de ne pas rester sur un statu quo. Malheureusement, nous sommes soumis au calendrier des patrons. La question est donc de savoir comment mener, avec la Fédération et les structures locales de la CGT, la bataille sur des solutions concrètes.

La première des batailles est de dire « stop ! » aux plans de licenciement et à la casse industrielle car la filière énergétique a un rôle à jouer pour répondre aux besoins de demain. Il n'y aura pas de transition énergétique si l'on casse cette filière industrielle, la troisième de France, qui a non seulement une importance sociale mais aussi stratégique. Les entreprises de ce secteur ont des capitaux publics et vivent des commandes publiques. Il faut donc peser sur les responsables politiques, ainsi que sur le patronat, qui joue un rôle dans leur stratégie.

Julien LAMBERT, FNME-CGT

Nous avons parlé du renouvellement de la filière nucléaire mais l'enjeu énergétique porte sur tous les secteurs car sans industrie et sans équipementiers, nous serons en grande difficulté. L'exemple typique est celui des énergies renouvelables, notamment l'Eolien et le Solaire, qui ont échappé à l'industrie française et européenne. Quand je vois les projets annoncés dans les territoires, quand on regarde comment se

passer le renouvellement des installations, le matériel vient en effet de partout sauf de France. Cela renvoie donc à la question de savoir comment recréer en France une filière industrielle qui permette de répondre aux besoins.

Les logiques sont similaires dans tous les secteurs. En matière d'électricité, on parle beaucoup de gaz car les deux filières sont de plus en plus liées. La conversion au gaz et à l'hydrogène est un sujet d'actualité à travers le plan de relance, mais avec quelle filière la mener ? Depuis 2018, la FNME porte un programme progressiste de l'Énergie auprès des collectivités et ce sujet commence à faire débat car l'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie ne s'est pas faite au bénéfice du service public ni des particuliers.

Nous devons aussi faire face à la fermeture des centrales thermiques classiques, qui entraîne des PSE, comme à Gardanne où nos camarades portent un projet de captage de CO2 qui implique plusieurs fédérations. Nous avons donc matière à travailler ensemble et le lien entre fédérations prend tout son sens car nous avons les moyens de proposer des perspectives.

Jacques BAUQUIER,
animateur régional
Bourgogne-Franche-Comté

La situation est grave, pas seulement pour la filière Énergie mais pour toute l'Industrie. Le mouvement engagé depuis les années 80 conduit en effet progressivement à la mort de toutes les filières (fonderies, sidérurgie, énergie...). Pourtant, même si rien ne le justifie, il n'y a jamais eu autant d'argent public versé aux

entreprises et les besoins sont partout. Les bases stratégiques de l'Industrie sont en train d'être cassées ce qui veut dire que nous serons à l'avenir dépendants d'autres pays.

Nous nous heurtons à deux obstacles : le patronat et le gouvernement. Ce dernier accompagne la stratégie des entreprises, en mettant par exemple de l'argent sur la table pour reconverter et reclasser les salariés des fonderies. Il a aussi versé 5 milliards d'euros d'aide publique à Renault, qui continue de fermer des entreprises et de licencier. Si nous ne renforçons pas les luttes qui ont lieu ici et là (Industeel, General Electric, Alstom, Framatome, Aperam, MBF...), nous aurons du mal à gagner. Or là où il y a des luttes, c'est là où nous avons des forces organisées et des directions syndicales qui tiennent la route. Nous avons donc besoin

de renforcer notre organisation, de renforcer la convergence des luttes, de mener une démarche cohérente entre syndicats de donneurs d'ordres et syndicats de sous-traitants, de travailler avec la population comme nous l'avons fait pour Aperam à Gueugnon – dont les salariés ont fait reculer le projet de PSE de la direction – et la journée du 22 juin s'inscrira dans cette logique.

Noël NIOLA,
General Electric Belfort

Depuis un PSE très douloureux pour l'activité turbines à gaz, ce sont 542 contrats de travail qui ont été supprimés et des compétences énormes qui ont été perdues. Aujourd'hui, nous sommes en très grande difficulté car, alors que nous pouvions produire 80 turbines à gaz par année, nous n'en avons fabriqué que 4 depuis le début de l'année – pour 33 prévues sur l'ensemble de l'année.

La stratégie de notre groupe a totalement changé par rapport à ce que nous avons connu par le passé. Depuis 2014 et le rachat de la branche énergie d'Alstom par General Electric, nous sommes en effet sous la tutelle permanente des dirigeants américains. L'accord de compétitivité de 2019, qui a été signé par les autres organisations syndicales, prévoit aussi la délocalisation d'une partie de la production vers la Hongrie. En



Jacques BAUQUIER, animateur régional Bourgogne-Franche-Comté © FTM-CGT

contrepartie, il existait un projet de diversification dans l'Aviation qui aurait permis la création de 200 emplois. Or avec la crise de la Covid, ce projet a été totalement abandonné mais la production, elle, a bien été délocalisée, et les syndicats CGC et SUD, qui menaçaient de porter plainte contre General Electric pour non-respect de l'accord de 2014 ont finalement négocié avec le Gouvernement et la direction de GE, et ils ont obtenu un million d'euros pour embaucher quatre ingénieurs chargés de travailler sur les auxiliaires des turbines à gaz. Nous avons donc de fortes craintes pour notre activité.

Nous sommes approchés de partout, en particulier par des ingénieurs et cadres totalement dégoûtés par la situation de l'Entreprise. Nous avons en Europe une chaîne de valeur qui fonctionnait très bien. Aujourd'hui, les ingénieurs et cadres n'ont plus la main sur cette chaîne. Notre entreprise n'est plus un conglomérat industriel mais une holding où tout est à vendre, sauf l'activité Énergies renouvelables.

Nous avons mené une bataille en 2019 et en avons mené une autre cette année pour défendre les conditions de travail des salariés que nous avons gagnée. Mais c'est peut-être la dernière bataille que nous mènerons car la direction a vraiment l'intention de se débarrasser du site de turbines à gaz de

Belfort et de transférer sa production vers les Etats-Unis et la Hongrie.

Philippe LEPAGE, Engie

La question énergétique se pose partout dans le Monde, en fonction de l'appétence de chacun des pays pour les produits carbonés. Ce qui s'est passé en février dernier au Texas, sur un réseau qui n'était pas interconnecté, a coûté 56 milliards de dollars de dépenses énergétiques pour une semaine, soit cinq fois plus que sur toute l'année 2020. De leur côté, les dividendes que les entreprises du Cac 40 vont verser 51 milliards d'euros à leurs actionnaires, soit l'équivalent de l'ensemble des dépenses de personnel des hôpitaux publics (960 000 personnes). Cela représente aussi de quoi construire 1 300 lycées de 1 000 places.

Les responsables politiques pensent qu'il y a un énergéticien de trop en France et nous avons clairement identifié depuis un moment qu'il s'agit probablement d'Engie. Le plan Clamadiou vise d'ailleurs à scinder le groupe Engie (160 000 salariés dans le Monde) et à vendre tous les services qui ne sont pas liés à l'énergie (Endel, Suez, GTT...).

En conclusion, il est urgent de faire comprendre à nos concitoyens que la recherche et le développement sont essentiels pour les grands

groupes comme Engie ou EDF et que les filières de formation industrielle doivent être remises au centre. La situation est dramatique à tous les niveaux et nous devons essayer de proposer des vrais/faux car il y a beaucoup d'idées reçues dans le domaine des énergies. Il faut savoir, par exemple, que l'Allemagne investit chaque année 30 milliards dans les ENR depuis dix ou quinze ans et qu'elle est en train de se rendre compte qu'elle a fait fausse route.

Arnaud EYMERY, Degest

Avec le CCE d'EDF, nous avons conduit des travaux pour le compte de plusieurs entreprises de la filière énergétique, notamment sur la problématique de l'ingénierie dans la filière nucléaire, ce qui nous a amenés à travailler sur le lien entre EDF et ses équipementiers. Fort de cette expérience, je souhaiterais vous faire part de cinq points.

Le premier, c'est que toutes les problématiques industrielles se jouent à l'aune de la problématique de la transition énergétique, qui est extrêmement mal posée. La part de l'électricité dans l'énergie en France n'est en effet de 22 %. Par ailleurs, l'énergie est le cinquième secteur responsable d'émissions de gaz à effet de serre après les transports, l'agriculture, les bâtiments et l'industrie. On confond donc énergie et électricité et l'on est en train

de beaucoup axer la transition sur l'électricité alors qu'elle est déjà fortement décarbonnée. On cherche aussi à dupliquer le modèle allemand, en augmentant fortement la part des ENR dans un temps très court, ce qui pose de nombreux enjeux de pilotage de trésorerie ou d'investissement dans les réseaux de transport d'électricité.

Deuxième point : la transition se joue selon le dogme de la concurrence. Or cette concurrence induit un éclatement du pilotage du système de production, ce qui aboutit à le mettre en tension pour s'adapter en permanence à l'évolution des prix. Cela aboutit surtout à un éclatement du système électrique. La question est donc de savoir comment coordonner tous les acteurs qui ont été éclatés au fil du temps.

Nous avons par ailleurs dressé trois constats.

- La concurrence affaiblit le système de production d'EDF. Logique de marché et logique industrielle sont en effet décorréliées. L'Europe pousse même pour des marchés horaires de l'électricité au quart d'heure et il est impératif de lutter contre car cela a un effet extrêmement néfaste sur les machines qui, en raison d'arrêts et de redémarrages de plus en plus fréquents, s'usent plus vite.

- Tout cela a abouti à une perte de maîtrise industrielle des chantiers

de construction. Si EDF a réussi son programme de construction énergétique dans les années 70 et 80, c'est parce qu'il a joué un rôle d'architecte-ensemblier. Or il n'y a plus aujourd'hui d'architecte ensemblier de la filière. Il n'y a ni vision, ni coordination, ce qui a abouti à repositionner les sous-traitants, à qui l'on a confié des pans entiers du secteurs, y compris les contrôles qualité.

• Tout cela aboutit à des réorganisations permanentes et à une détérioration des relations entre EDF et ses équipementiers. On voit aussi s'instaurer dans les entreprises une culture projet qui va à l'encontre de la culture métier. On note aussi d'énormes trous générationnels, notamment chez EDF où on a laissé partir beaucoup de personnes avant de recruter en masse des jeunes ingénieurs. Or ces deux générations ont du mal à se parler, d'autant plus que la catégorie maîtrise, qui faisait autrefois le lien entre les agents d'exploitation et les cadres, a été réduite à peau de chagrin et se retrouve aujourd'hui dans la sous-traitance. Il est donc urgent de retrouver une catégorie maîtrise, avec des parcours métiers qui permettent d'y parvenir depuis la base.

Autre piste de réflexion : les services achats, chez qui le critère prix a pris le pas sur le critère de qualité. Les acheteurs ne sont plus des gens du métier, ce

qui aboutit aux problèmes que nous connaissons.

Autre piste encore : réfléchir aux formes de lotissement des projets. Comme EDF a perdu sa maîtrise, elle a mis sur le marché des lots de plus en plus larges, ce qui constitue un vrai problème.

Tout cela milite pour un renforcement du dialogue industriel. Il faut que les producteurs, les équipementiers et les consommateurs dialoguent autour d'une question : quelle politique énergétique, veut-on sur le long terme, et avec quel mode de coordination ? Tant que nous n'aurons pas cela, j'ai peur que nous ayons du mal à nous en sortir.

Fabrice FORT, animateur régional

Je rappelle qu'avec la mise en place des CSE, les syndicats de la Métallurgie de la région Auvergne-Rhône-Alpes ont perdu les deux tiers de leurs moyens syndicaux. Cela nous demande donc de gagner en efficacité et je crois que, sur le sujet qui nous réunit aujourd'hui, nous avons besoin de travailler en mode projet. La question est donc de savoir qui doit faire quoi, quel planning définir, quoi organiser (journées d'études en territoire, rassemblements, interventions auprès de conseils régionaux, etc.), qui doivent être nos interlocuteurs, quand interpeler la population, etc. Il faut mettre en musique tout cela, dans

le cadre d'un travail qui implique toutes les parties, et c'est pour moi la première vocation de ces assises.

Laurent SANTOIRE, General Electric Steam Power

Notre entreprise est dans une situation quasiment désespérée et notre horizon est extrêmement réduit. Ces assises doivent donc être l'occasion de mettre en place des plans de sauvetage pour notre filiale et pour beaucoup d'autres.

Il y a des points positifs. Le premier, c'est que la filière électrique française est essentiellement décarbonée, grâce au Nucléaire et à l'Hydraulique, et nous pensons qu'elle peut contribuer à décarboner le chauffage et le transport. Nous avons donc la conviction qu'il faudrait renforcer la filière électronucléaire française, rénover nos barrages et développer le stockage grâce aux turbines-pompes. Nous savons aussi que nous avons besoin dans notre mix énergétique d'énergies non-renouvelables telles que le gaz ou le charbon pour rendre notre mélange plus facilement pilotable. Nous savons enfin que nos ingénieurs, techniciens et agents de maîtrise disposent d'une formidable capacité à mettre en œuvre les choses. Nous concevons bien que leur savoir-faire sont menacés mais nous faisons tous les jours

l'expérience qu'ils existent encore et ont envie d'exister toujours plus.

Lorsque l'on a mis en cause GE Steam Power à Belfort, on a vu pour la première fois des ingénieurs, des techniciens et des ouvriers unis dans la lutte pour séquestrer une turbine Arabelle, c'est-à-dire reprendre ce qu'ils avaient produit ensemble, le résultat de leur travail commun. Chacun d'eux a tenu à dire sa fierté et sa capacité à faire les choses. Le problème, c'est que pour les décideurs des multinationales, une heure d'ouvrier en Hongrie équivaut à une heure d'ouvrier en France. Ils ne posent à aucun moment la question des savoir-faire, de la qualité des produits, etc.

Nos outils de travail sont détenus par des groupes internationaux qui gèrent les choses au trimestre, travaillent à partir d'indicateurs financiers stricts et sont incapables d'intégrer les notions d'expertise et de savoir-faire. De plus, à la suite de ventes successives, nos entreprises sont devenues des îlots isolés dans une filière qui ne demande qu'à coopérer et à échanger. Nos outils de fabrication sont vieillissants ; néanmoins, ils demandent très peu d'investissements mais sur une longue durée. Cela doit être comparé aux 180 milliards dilapidés pour développer la filière des énergies renouvelables qui n'a

pas développé l'industrie en France, a perturbé le mix énergétique et ne constitue pas une solution. Il faut donc demander haut et fort le retour des outils de fabrication dans le giron public, leur mise en coopération dans le cadre d'un GIE et une planification qui leur permette de se développer. Ce GIE, qui devra être doté de moyens et viser le long terme, permettra ainsi une réappropriation par la Nation de ses outils de travail.

Nous ne pouvons pas nous satisfaire de la situation actuelle, avec un Gouvernement qui pense qu'il faut laisser faire les entreprises et qu'il ne doit jouer qu'un rôle de pacificateur. Nous pouvons nous appuyer plus largement que nous ne l'avons fait sur nos collègues de travail, mais encore faut-il que nous arrivions à leur donner la parole.

La production d'électricité en France repose sur un mix solide mais notre outil de production est vieillissant et doit être renouvelé. Nous avons donc pour idée, avec nos collègues électriciens et gaziers, qu'il faudrait lancer la planification des EPR et que cela devrait être une revendication confédérale. Il faudrait aussi mettre en avant la nécessité de rénover les barrages, de convertir les centrales à charbon et de faire émerger des capacités complémentaires de

turbines à gaz françaises, fabriquées avec des outils français. La transition énergétique, ce n'est en effet pas produire à l'autre bout du Monde, avec un bilan carbone désastreux, puis réassembler en France ce qui y sera utilisé pour réduire la consommation d'énergie. Nous devons donc réaffirmer la nécessité d'avoir une Industrie et des sous-traitants en France, ainsi qu'une chaîne de valeur raccourcie car plus celle-ci s'allonge, plus elle est fragile et génératrice de non-qualité.

Il faut aussi expliquer que les coûts de la filière énergétique sont largement liés à des choix politiques, le premier étant d'avoir laissé la main au privé, le deuxième étant d'avoir pris pour dogme que « l'heure la moins chère » donnait au final le résultat le plus efficient, ce qui n'est pas vrai. La coopération est en effet beaucoup moins chère et beaucoup plus efficace que la mise en concurrence. Pour

sortir de cette dernière, il faudrait donc, comme l'ont proposé nos collègues d'EDF, avoir un EPIC pour la production d'électricité et un EPIC pour le gaz. La mise en place d'un GIE, c'est-à-dire la mise en place de la coopération, va nous permettre d'être moins chers et plus efficaces. Il ne faut plus tergiverser et poser clairement cette revendication au niveau confédéral et fédéral.

Ce processus à long terme connaîtra plusieurs étapes. La première sera de démontrer l'utilité du mix français et de montrer comment notre Industrie peut encore, moyennant certains investissements loin d'être faramineux, se développer et se consolider.

La vente de GE Steam Power interviendra d'ici la fin de l'année. Cette bataille, nous devons la mener tous ensemble parce que le devenir de cette entreprise est emblématique d'une certaine logique. Nous avons donc intérêt à faire de nos combats

des combats communs, qui portent les mêmes logiques. Et nous avons des points d'appui importants, pour peu que nos collègues prennent conscience que leur outil est bradé. Ils veulent le défendre mais encore faut-il leur donner un cadre et leur faire une proposition.

La CGT est aujourd'hui la seule organisation syndicale qui puisse porter un tel projet ; il faut s'en donner les moyens. Comme le dit l'adage : « tout seul on va plus vite, ensemble on va plus loin ». Cette journée est une très bonne chose parce nous décidons de coopérer et de porter une vision commune, ce qui nous permettra d'aller plus loin ensemble.

Oswald LECOMTE, Framatome Saint-Marcel

Pour revenir sur les propos de Bernard Devert, je précise que Framatome ne va bien que pour ses actionnaires, ce qui n'est pas illogique puisque nous avons subi un PSE en 2017 et



Oswald LECOMTE, Framatome © FTM-CGT

qu'EDF a renfloué ses caisses. Il fallait donc lui redonner l'argent versé à cette époque. Nous nous sommes bien rendus compte de notre perte de compétences, qui était inévitable en faisant partir un tiers des salariés, mais pour nos directions successives, cela pouvait fonctionner.

Je vois aussi ce qui se fait dans la filière de fabrication des composants mais si Valinox Nucléaire a été rachetée, c'est pour un euro symbolique. Même si nous étions favorables à son rachat, elle a quand même connu un PSE, perdu les deux-tiers de ses savoir-faire et n'a pas eu d'investissements machines. Nous n'avons pas eu non plus d'investissements depuis de nombreuses années à Saint-Marcel et notre usine n'a presque pas changé depuis 1976. Les premières machines neuves ne sont arrivées que voilà un an et demi.

Nous travaillons actuellement sur le projet HPC mais sommes en retard puisqu'il faut entre trois ans et cinq ans pour que nos salariés puissent avoir les compétences techniques minimales. Nous savons que nous allons connaître une baisse d'activité d'ici trois ans puisque le projet EPR 2 n'a pas encore été enclenché, et notre direction n'a pas caché qu'elle réfléchissait à un nouveau plan. Il faut donc prendre dès aujourd'hui en mains l'avenir de la filière des composants.

Fabrice CHIRAT, GE Belfort

A Belfort, nous avons réussi, après 15 jours de grève, à réduire de moitié le nombre de suppressions de poste prévues dans le PSE que notre direction souhaitait appliquer. Nous avons connu une année catastrophique, avec plus de 45 accidents du travail et 4 décès brutaux, dont un suicide, parmi nos collègues. Je ne sais pas comment les choses se passent dans les autres filiales de GE mais le constat ne doit pas être plus brillant. On impose aux salariés l'ultra-polyvalence, les délais de livraison imposent des cadences jamais vues et notre direction investit dans l'e-manufacturing, cette méthode de management qui infantilise les salariés, appauvrit leur métier et conduit finalement à des accidents du travail. C'est autour de ces questions de santé au travail que nous arrivons à mobiliser nos collègues car on ne doit pas perdre sa vie à la gagner mais au contraire s'épanouir au travail, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.

Philippe MARTINEZ, secrétaire général de la CGT

Ce que j'entends ici, je l'entends dans toutes les filières industrielles. La question de l'externalisation, de la sous-traitance, des délocalisations ou des investissements se pose partout de la même façon. La situation est la

même dans l'ensemble de l'Industrie et aucune entreprise n'a d'autre logique que de servir les intérêts de ses actionnaires. Ainsi, pour 2020, alors que l'activité a largement baissé, les entreprises verseront à leurs actionnaires plus de dividendes que l'année précédente.

Si la logique est la même, les industries ont en revanche des activités différentes. Pour ce qui est de l'énergie, il faut partir du principe qu'elle est un bien essentiel pour les populations et l'économie de la planète. La question de sa propriété publique est donc posée et pour la CGT, un bien essentiel ne devrait pas échapper à la collectivité et devrait donc être propriété publique. Mais cela ne suffit pas car une entreprise publique peut avoir la même logique qu'une entreprise privée. Il faut donc donner du contenu à la notion de bien public et définir la finalité d'une entreprise publique.

Il ne faut pas non plus opposer les salariés des donneurs d'ordres à

ceux de la sous-traitance. J'entends souvent parler de problèmes de qualité. Or il faut bien voir que ce ne sont pas les salariés qui en sont la cause mais la logique qui est à l'œuvre dans tous les maillons de la chaîne de valeur. Il faut en parler entre nous, pour ne pas cultiver les oppositions entre des travailleurs qui partagent les mêmes finalités.

Sur les questions énergétiques, il faut que nous soyons cohérents dans ce que nous faisons. Il faut aussi que notre langage soit bien perçu, tant par les travailleurs de la filière que par les citoyens. De ce point de vue, j'ai trouvé intéressant votre production sur la question du mix énergétique. La CGT se bat en effet pour un mix énergétique dont chaque partie est importante, avec des avantages et des inconvénients, mais il y a des solutions à tous les problèmes pour peu que l'on investisse et que l'on fasse de la recherche.

Le projet Hercule est un vrai sujet sur lequel nous devrions travailler



Philippe MARTINEZ, secrétaire général de la CGT © FTM-CGT

ensemble, salariés d'EDF et de la filière, car il est en totale contradiction avec ce que nous voulons puisqu'il consisterait à ouvrir le capital de l'entité chargée des ENR et de la distribution. La journée de mobilisation du 22 juin est une bonne initiative mais il faut faire mieux partager les enjeux de ce projet dans l'ensemble de la filière, ainsi qu'aux citoyens.

Il ne faut pas non plus oublier les questions sociales car de plus en plus de salariés viennent travailler à reculons, leur travail ayant perdu tout son sens. Il y a aussi les questions de santé, ainsi que celle de la reconnaissance des qualifications, que l'UIMM voudrait remplacer par le principe d'un paiement au poste.

Grégory PASTOR, GE

Je me réjouis de la tenue de ces assises. Quand nous avons commencé à parler de la filière électrique, nous nous sommes très vite rendus compte que chaque entreprise détenait une part de la vérité, surtout dans la filière nucléaire. Or les discussions que nous avons eues entre nous nous ont permis de construire une vision et les échanges entre nos syndicats ont permis de renforcer l'action dans chacune de nos entreprises.

Quand on parle d'énergie, on ne parle quasiment que d'EDF et l'on oublie bien



Grégory PASTOR, GE © FTM-CGT

souvent qu'il faut avoir derrière tout producteur d'électricité une filière avec des équipementiers, des savoir-faire, des métiers, des connaissances, de la recherche, des investissements, etc. EDF est dans le combat mais tous les acteurs de la filière doivent y entrer car la montre joue contre nous. La crise de la Covid demande en effet aux entreprises de cracher encore plus de dividendes et nous risquons d'assister à des restructurations basées sur le principe du retour au « cœur de métier », qui est le meilleur moyen de justifier et de faire accepter des délocalisations alors que son objectif est juste de se recentrer sur les métiers les plus profitables en abandonnant des pans entiers de l'Industrie. Les besoins des actionnaires sont donc en contradiction avec ceux de la population.

Concernant l'énergie en elle-même, on oublie souvent que

pour le capital, l'Europe n'est plus un centre de décision mais un marché. Beaucoup d'équipementiers ne sont plus français, ce que le Gouvernement regrette, mais qui a incité les grands groupes à les vendre ? Beaucoup de technologies ne sont plus dans le giron français mais américain, chinois ou indien. On oublie aussi que les Etats-Unis travaillent à la captation du CO2 et l'Europe à la réduction de ses émissions de CO2. Par conséquent, un groupe américain comme General Electric mettra sa R&D d'abord au service de la politique américaine avant de la mettre au service de la politique européenne. La filière industrielle doit donc poser la question de sa souveraineté, ainsi que de sa capacité d'innovation.

Pour la journée du 22 se pose la question de nous adosser à nos camarades d'EDF. Organiser des assises décentralisées me semblerait aussi avoir du sens. Cette journée ne

doit pas être une finalité mais un premier pas pour repartir à la reconquête. C'est ce rôle que la Fédération doit jouer et je pense que seule la CGT peut le faire.

Dominique THIRIET, GE Belfort

Personne n'a encore prononcé le mot « démocratie ». Or je pense que, tant en termes d'indépendance énergétique que dans les entreprises, nous manquons singulièrement de démocratie. Qui décide en effet de notre mix énergétique ? Quelle filière favoriser ? Comment faire en sorte que l'outil industriel réponde aux demandes des citoyens ? Et dans les entreprises, comment pouvons-nous éviter les plans totalement aberrants tels que celui que nous avons subi chez GE Steam ? General Electric a fait un hold-up sur une entreprise qui, en 150 ans, s'est essentiellement constituée grâce aux commandes publiques. Les capacités techniques sont bien là mais nous assistons à leur saccage total, dans le seul intérêt des actionnaires de GE. Fabrice Fort a donc raison de dire que nous devons structurer une réflexion que nous pourrions ensuite porter devant les citoyens.

Sébastien GAUTHERON, Industeel

Nous avons appris voilà six mois qu'Industeel (groupe ArcelorMittal) était à vendre. Nous

avons subi un plan de restructuration qui s'est traduit par la suppression de 110 ETP, les démissions se multiplient, nous n'avons plus de projet et ne savons pas si notre entreprise existera encore dans six mois. Il faut donc absolument que quelque chose ressorte de cette réunion car nous n'avons pas beaucoup de temps devant nous.

Loïc CORNEAUD

Nous avons tout à fait conscience que le nucléaire est la solution pour les années à venir mais je pense qu'il faut aussi se demander par quoi le remplacer au-delà de 2050, pour savoir où orienter les investissements de recherche. La CGT de la filière électrique ne vous proposera pas de solutions mais il faudra en discuter sérieusement lors de nos prochaines assises.

Bernard DEVERT

Je comprends que l'organisation de ces assises suscite des exigences nouvelles mais il faut aussi avoir conscience qu'il y a six mois, les personnes présentes ici ne se connaissaient pas encore. Il nous a donc d'abord fallu recenser les entreprises où la CGT était implantée, leurs délégués, leurs militants, etc., et si je me réjouis que nous nous retrouvions ensemble aujourd'hui, il faut maintenant donner une suite à ces assises.

Nos syndicats suivent les redécoupages que leur impose leur direction, ce qui contribue à leur éclatement. Nous avons aussi moins de moyens qu'auparavant, alors que nous sommes de plus en plus sollicités par nos directions. Ce que nous essayons de faire aujourd'hui, c'est donc de définir le calendrier de la CGT, dans une

temporalité qui n'est pas celle de nos dirigeants.

Ces assises sont un tremplin et nous avons tous des intérêts communs. Mais nous nous sommes aussi limités puisque ce ne sont pas des Assises de l'Énergie mais des Énergies électriques. Si nous avons fait ce choix, c'est parce que les autres énergies, notamment l'éolien et le photovoltaïque, n'ont pas entraîné la création de filières industrielles en France et que tous les produits doivent encore être importés. La question est donc de savoir comment construire une Industrie qui répondra aux besoins du futur. Malheureusement, il n'existe pas en France de vision industrielle liée à l'énergie de demain, alors qu'il faudrait donner des perspectives aux salariés de la filière pour éviter leur fuite et leur démotivation.

Nous sommes effectivement tous confrontés aux mêmes stratégies mais la situation n'est pas la même d'une entreprise à une autre. Nous avons besoin de développer des projets alternatifs car nos salariés ne voient pas de perspectives. Il faut créer une nouvelle dynamique de reconquête, au risque de perdre encore des capacités, des savoir-faire et de voir de grandes multinationales quitter notre territoire national. Comment relancer cette dynamique sans compter sur la seule EDF ?

Je pense que le premier signe à envoyer est celui de la convergence. Nous devons dire que cette filière doit avoir les moyens de son avenir, pas seulement parce que nous voulons garder des emplois mais parce qu'elle est un outil indispensable à la transition



environnementale. Je pense que les salariés sont prêts à l'entendre, surtout depuis que nombre d'entre eux ont découvert que la France avait perdu sa souveraineté dans le domaine médical. L'énergie est, comme l'eau, un bien commun essentiel à la civilisation humaine.

Le premier rendez-vous aura lieu le 22 juin ; ce jour-là, il faudra que nous soyons capables d'afficher une convergence revendicative entre salariés de la filière industrielle et d'EDF. Nous voudrions aussi délocaliser ces Assises en territoire. Nous avons réussi à faire quelque chose d'intéressant à Belfort mais il faut continuer, en en organisant au Creusot, en Normandie, à Villeurbanne...

Il faut par ailleurs travailler à des projets, en recensant les atouts et les compétences de chacune de nos entreprises et en imaginant ce qu'il faudrait faire en termes d'emploi, d'investissement ou d'innovation technologique pour relancer leur activité.

Je pense aussi que la CGT devrait revendiquer la création d'un GIE des entreprises de la filière afin de favoriser leur coopération et de créer une dynamique. La CGT devrait faire avancer cette idée, en en parlant par exemple lors d'une conférence de presse ou dans un tract national, et nous pourrions en

reparler d'ici la fin de l'année lors de nouvelles assises, pour voir où nous en sommes et consolider notre coopération au sein de la filière.

Marie-Claire CAILLETAUD

La France en est arrivée à un point de non-retour sur le plan industriel : la part de l'Industrie dans le PIB a été divisée par deux, nous avons perdu des millions d'emplois, les grands groupes ont délocalisé leur production, les chaînes de valeurs ont été éparpillées dans différents pays, etc., ce qui a conduit à un déficit structurel de la balance commerciale et à une empreinte carbone qui représente 1,7 fois nos émissions de gaz à effet de serre. Pendant la crise de la Covid, nous nous sommes rendus compte que nous n'avions même plus le socle industriel minimal pour fabriquer des masques ou du paracétamol. La recherche n'est pas assez subventionnée puisqu'elle ne représente que 2,4 % du PIB alors que le Traité de Lisbonne préconise 3 % et que les pays dont l'économie réussit en sont à 4 %, voire 5 %. Toutes ces choses ont été mises en évidence mais, dans le même temps, les grands groupes ont continué à se réorganiser et la part des dividendes dans la valeur ajoutée a été multipliée par cinq. Nous en revenons donc toujours à la question du rapport entre capital et travail.

Nos ministres ont parlé d'industrialisation, de relocalisation ou de

renationalisation mais cela n'a pas été suivi d'effets. La CGT a des propositions pour réindustrialiser le pays : investir dans l'appareil productif, la recherche, la formation, les qualifications et les salaires, donner des droits nouveaux aux salariés, etc. La filière électrique a aussi un rôle central pour répondre aux besoins environnementaux et sociaux car avec les nouvelles technologies et les transferts d'usage, il faudra produire plus d'électricité qu'aujourd'hui.

Le Nucléaire fait partie de la solution et si nous nous en privons, l'énergie du futur sera le gaz mais ce n'est pas comme cela que la France réduira ses émissions de gaz à effet de serre. Si aucune décision n'est prise rapidement, nous risquons de perdre notre savoir-faire dans la filière nucléaire. La question est donc de reconstruire la filière électrique en commençant par stopper l'hémorragie d'emplois et en travaillant tous ensemble. J'approuve d'ailleurs les propositions qui ont été faites pour la journée du 22 mars – où nous devons montrer notre convergence d'intérêt –, sur l'organisation d'assises en territoire, la rédaction d'un tract national qui reprendrait nos propositions, ou la tenue d'une conférence de presse.

Béatrice GALICIER

Il existe un organisme, baptisé Commissariat aux énergies alternatives, dont le fonctionnement est aujourd'hui très dégradé par manque de moyens et dont la principale mission était la conversion des ingénieurs d'EDF pour travailler sur le parc nucléaire. Il existe donc des moyens de convertir des activités. L'industrie qui nous reste, et qui est aujourd'hui menacée, est celle qui nous permettra de remonter d'autres activités. Il y a eu à une époque en France de la recherche sur d'autres sources d'énergies telles que le Solaire, l'énergie marémotrice, les hydroliennes, etc., mais nous sommes aujourd'hui en grande difficulté dans tous ces domaines, alors avançons et construisons là où nous avons la capacité de le faire.

CONCLUSION



Frédéric SANCHEZ,
*secrétaire général de la
Fédération de la Métallurgie*

Je tiens à vous saluer pour votre participation à cette journée. Ces assises ne sont pas un coup d'épée dans l'eau. Nous avons en effet besoin de réunir nos camarades autour d'une même table pour que chacun explique les enjeux auxquels il est exposé. Il faut maintenant réfléchir à leur déclinaison en territoire, avec les structures interprofessionnelles car ce sujet ne peut pas rester cantonné à la seule fédération de la Métallurgie.

Un autre élément central est de syndiquer les salariés, qui sont au cœur du processus de construction que nous voulons mener. Pour cela, il faut les faire adhérer

aux projets alternatifs que nous voulons construire, tant pour la filière Energie que pour l'Automobile ou l'Aéronautique. C'est la bataille que nous devons mener dans les prochains mois, voire les prochaines années, sachant que la situation de certaines filières est extrêmement critique. Nous avons besoin d'une CGT audible et qui s'inscrit dans le débat public. Nous pouvons aussi réfléchir à l'organisation d'une conférence de presse nationale ou de conférences de presse dans les territoires.

Concernant la journée du 22 juin, la Métallurgie aura toute sa place dans la manifestation parisienne. Il faut donc créer les conditions pour que des camarades de la FTM se joignent à ceux de la FNME car nos enjeux sont les mêmes. Je sais qu'il y aura aussi

des manifestations en territoire mais si nous arrivons à créer une forte mobilisation à Paris, cela ouvrira des perspectives et redonnera confiance à nos camarades.

La mise en place d'un GIE me paraît également très importante. Cela irait dans le bon sens mais il faut regarder très concrètement ce qu'il contiendrait et c'est ce que nous ferons dans le cadre de notre groupe de travail.

Concernant nos rapports avec les autres organisations syndicales, la CGT est prête à travailler avec elles, sauf que cela risque d'être très compliqué vu leur attitude lors des négociations de Branche sur la Convention collective nationale. Je pense donc que devons construire CGT, avec nos structures en territoire, et porter le projet de la CGT.

La finalité de ce que nous voulons construire, c'est l'élévation du rapport de forces, ce qui implique de réussir à mobiliser les salariés autour de notre projet. Deux projets de société sont aujourd'hui face à face : l'un au service des populations, l'autre au service du capital. Nous avons donc besoin de faire partager le nôtre à nos syndiqués et aux salariés, et de les y faire adhérer.

La journée du 22 ne sera pas une fin en soi. Nous aurons besoin de réfléchir, avec la Confédération et d'autres fédérations, à d'autres initiatives, et de réussir à mobiliser à partir des entreprises car c'est le seul moyen de faire reculer le patronat. La mobilisation et le rapport de forces sont donc au cœur du processus que nous voulons construire.

Présentation du cabinet COEXCO

COEXCO c'est quoi ?

Coexco est un cabinet d'expertise-comptable familial créé en 1983 est spécialisé dans l'économie sociale et solidaire, les CSE (Comités Sociaux et Economiques) et les organisations syndicales.

Quelles missions Coexco peut-elle remplir ?

Notre cabinet exerce son activité sur l'ensemble des missions ouvertes aux experts-comptables. Cela va des activités traditionnelles de tenue ou de révision de comptabilité, mais aussi d'audit ou de missions de commissariat aux comptes pour les structures le désirant ou dépassant les seuils légaux.

Mais le cabinet est également spécialisé sur l'ensemble des missions économiques prévues par le code du travail concernant les CSE que ce soit la consultation annuelle sur la situation économique, l'analyse des orientations stratégiques ou encore la consultation annuelle sur la politique sociale, notre cabinet est devenu un acteur principal dans l'accompagnement des élus du CSE.

Un expert-comptable à quoi ça sert ?

Un expert-comptable est avant tout un conseil et, à mon sens, se doit d'être un véritable partenaire des structures avec qui il travaille. De par son savoir-faire et son expérience il se doit d'aider, prévenir et accompagner les élus mais également anticiper leurs besoins.

La comptabilité n'est pas une matière accessible pour tout le monde, l'expert doit donc savoir vulgariser pour rendre son discours accessible et compréhensible et, surtout, permettre la prise de décision.

Dans le cadre de ses missions de révision ou de tenue des comptes le recours à l'expert-comptable permet, en premier lieu, d'obtenir des comptes normés et conformes à la législation. Mais au-delà de la simple présentation des comptes, l'expert doit permettre de mieux comprendre ses comptes et d'améliorer sa gestion tant au niveau de la gestion budgétaire qu'à celui des règles de vie à mettre en œuvre.

Dans le cadre des expertises économique, le rôle de l'expert est d'accompagner les élus vers une meilleure compréhension des comptes et des enjeux financiers de leur entreprise. Néanmoins, chez Coexco nous considérons que cette expertise économique ne se suffit pas en elle-même et que nos interventions se doivent d'appréhender avant tout la pérennité

des emplois et de l'entreprise. Lors de ces missions, nous nous devons de toujours avoir la défense des salariés comme principal objectif.

Peux-tu nous expliquer tes liens avec la CGT ?

Depuis sa création, par les valeurs véhiculées par ses dirigeants, le cabinet COEXCO a été l'un des premiers cabinets d'expertise-comptable à travailler avec la CGT et le monde des comités d'entreprise.

Depuis 2009, notre cabinet est devenu le commissaire aux comptes de la Confédération Générale du Travail mais aussi de plus de 20 Fédérations, comme celle de la Métallurgie.

Nous intervenons également, en tant que commissaire aux comptes ou expert-comptable au sein de nombreux Comités Régionaux, Unions Départementales, Unions Locales et Syndicats.

Quel apport et quelle aide de COEXCO pour les syndicats CGT ?

COEXCO peut intervenir à la fois pour les syndicats CGT mais également pour les CSE dans lesquels les élus CGT siègent. Notre expérience, notre expertise, notre disponibilité et notre engagement nous permettent d'agir de manière réactive sur de nombreuses problématiques.

Quelle présence de COEXCO dans les entreprises de la métallurgie ?

En premier lieu nous intervenons en tant que commissaire aux comptes ou expert-comptable sur de nombreuses structures dépendantes de la Fédération. La Fédération en elle-même, mais également l'UFM ou les USTM.

De plus, nous travaillons depuis de nombreuses années avec le syndicat CGT Renault, sur leurs besoins de formation mais aussi sur des expertises économiques, mais également auprès des CSE tels que Sidel, Dresser Rand, Faurecia, Bugatti, Cummins, et d'autres...

Nous sommes également commissaire aux comptes ou experts-comptables en charge de la vérification des comptes de nombreux CSE de la métallurgie, que ce soit au sein du groupe Safran ou du groupe Renault.

PROFESSIONNELS
DES MÉTIERS DE
SERVICES,
VOUS PASSEZ TOUT
VOTRE TEMPS
À PRENDRE SOIN
DES AUTRES.



ET VOUS ?
QUI PREND SOIN
DE VOUS ?

Complémentaire Santé – Prévoyance – Retraite

C'est parce que nous connaissons si bien les métiers de la santé, du conseil, de la restauration, de l'hôtellerie, du transport, et des commerces de proximité que nous sommes en mesure de vous apporter les solutions les plus adaptées à vos besoins. KLESIA, au service des entreprises de service depuis plus de 65 ans.

KLÉSIA
PROTECTION ET INNOVATION SOCIALES